

**ARRÊTÉ N° 1484 DU 19 OCT. 2023**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE  
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR**

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale  
société « CORDEN PHARMA CHENOVE » à CHENÔVE**

**Chapitre unique du Titre VIII du Livre Ier du code de l'environnement**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la commission du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques numéros 4110, 4709, 4713, 4736 ou 4737 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques numéros 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques numéros 4510, 4741 ou 4745 » ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 octobre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques numéros 4707, 4711, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732 ou 4733 » ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques numéros 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques numéros 4510 ou 4511 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques 2915.1 et 2915.2) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubrique 4716) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône Méditerranée Corse approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

**Vu** le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de l'Ouche approuvé par arrêté du 13 décembre 2013 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral cadre n°615 du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur le département de la Côte-d'Or ;

**Vu** les actes en date des 29 octobre 1999, 08 août 2003, 26 octobre 2005, 18 octobre 2010, 13 mars 2011, 27 juin 2016, 04 septembre 2017, 02 octobre 2019, 04 mars 2020, 22 septembre 2020, 04

novembre 2020, 26 novembre 2020, 17 mars 2021 et 01 juillet 2021 antérieurement délivrés à la société CORDEN PHARMA CHENOVE pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Chenôve ;

**Vu** la demande du 29 septembre 2021 présentée par CORDEN PHARMA CHENOVE dont le siège social est situé 47, rue de Longvic à CHENÔVE (21300), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de principes actifs pharmaceutiques située à la même adresse et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 13 septembre 2022 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 08 novembre 2022 ;

**Vu** la décision en date du 30 janvier 2023 du président du tribunal administratif de Dijon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 10 février 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours du 21 mars au 21 avril 2023 inclus sur le territoire des communes de CHENOVE, MARSANNAY-LA-COTE, DIJON, OUGES, FENAY, PERRIGNY-LES-DIJON, LONGVIC et COUCHEY ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** la publication en date du 27 février 2023 et du 1<sup>er</sup> mars 2023 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Chenôve, Couchey, Fenay, Marsannay-la-Côte et Ouges ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°1107 du 7 juillet 2023 portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation environnementale ;

**Vu** le rapport et les propositions du 29 août 2023 de l'Inspection des installations classées ;

**Vu** le courrier transmis le 21 septembre 2023 par la société CORDEN PHARMA CHENOVE ;

**Vu** l'avis du 25 septembre 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 13 octobre 2023 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** le courriel de l'exploitant de CORDEN PHARMA CHENOVE du 13 octobre 2023 mentionnant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que certaines prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées ou aménagées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

**ARRÊTE**

# **1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

## **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

### *1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation*

La société CORDEN PHARMA CHENOVE, (SIRET 421 181 819 00010), dont le siège social est situé au 47 rue de Longvic à CHENÔVE (21300) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à la même adresse (coordonnées Lambert 93 du portail d'accès au site X=852 492 et Y=6 689 312 ), les installations détaillées dans les articles suivants.

### *1.1.2 Abrogation des actes antérieurs*

Les articles 2 et suivants de l'arrêté préfectoral du 29 octobre 1999 sont abrogés ainsi que les prescriptions des arrêtés ou lettres préfectorales des 08 août 2003, 26 octobre 2005, 18 octobre 2010, 13 mars 2011, 27 juin 2016, 04 septembre 2017, 02 octobre 2019, 04 mars 2020, 22 septembre 2020, 04 novembre 2020, 26 novembre 2020, 17 mars 2021 et 01 juillet 2021.

### *1.1.3 Localisation et surface occupée par les installations*

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Superficie
CHENÔVE	000 AR 132	48 086 m <sup>2</sup>
CHENÔVE	000 AR 47	6 528 m <sup>2</sup>
CHENÔVE	000 AR 48	978 m <sup>2</sup>

## **1.2 Nature des installations**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation telle que définie à l'article 1.3 , à l'exception des prescriptions auxquelles il est dérogé, qui sont explicitement listées dans cet arrêté.

Rubrique	Alinéa	Nature	Quantité totale	Régime
3450	-	Fabrication de produits pharmaceutiques	364 t/an	A
4130	2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	cf. Annexe 1	A
1450	1	Solides inflammables	12,2 t	A
4110	2.a	Toxicité aiguë catégorie 1	cf. Annexe 1	A
4001	-	Installations présentant un grand nombre de substances	-	A
4331	2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	cf. Annexe 1	E
2915	1.a	Chauffage (procédé de) fluide caloporteur organique combustible	5610 L	E
1185	2.a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014	1700 kg	DC
4510	2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	cf. Annexe 1	DC
4330	2	Liquides inflammables de catégorie 1	cf. Annexe 1	DC
2910	A.2	Combustion	6,265 MW	DC
2921	1.b	Installations de refroidissement évaporatif	1753 kW	DC
4110	1.b	Toxicité aiguë catégorie 1	cf. Annexe 1	DC
47XX	2	Rubrique nommément désignées	cf. Annexe 1	D
4140	2.b	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale	cf. Annexe 1	D
4120	2.b	Toxicité aiguë catégorie 2	cf. Annexe 1	D
1978	20	Solvants organiques – Fabrication de produits pharmaceutiques lorsque la consommation de solvant est > 50 t/an	2270 t/an	D
2915	2	Chauffage (procédé de) fluide caloporteur organique combustible	900 L	D

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation, à l'exception des prescriptions auxquelles il est dérogé, qui sont explicitement listées dans cet arrêté.

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature IOTA	Rubriques concernées de la nomenclature IOTA	Classement	Caractéristiques
Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	1.1.1.0	D	6 piézomètres dans l'emprise du site + 1 piézomètre sur le parking associé au site (PzAval)
Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	2.1.5.0	D	5,6 ha

A : autorisation ; D : déclaration

Les rubriques IOTA sont :

- connexes à l'ICPE pour la 1.1.1.0 et la 2.1.5.0 (gestion quantitative)
- intrinsèque pour la 2.1.5.0 (gestion qualitative), ainsi, les prescriptions de l'AMPG 2.1.5.0 sur la partie qualitative ne s'appliquent pas.

### 1.2.1 Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut Seveso « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est Seveso seuil bas par règle de cumul tel que défini au point II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

### 1.2.2 Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3450 relative à la fabrication de produits pharmaceutiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF OFC dont le réexamen est déclenché par la publication des conclusions sur les MTD du BREF WGC (systèmes communs de traitement/gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique) en application de l'article 6 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sus-mentionné.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant d'une part sur l'efficacité des meilleures techniques disponibles et de leur économie, et d'autre part en tenant compte de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée des ressources.

Au plus tard 4 ans après la publication au JOUE des conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'installation, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables au site, telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62 du code de l'environnement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.



## 1.3

Arrêtés ministériels applicables et conditions

Rubriques - régime	AMPG	Installations concernées	Type d'installation au sens de l'applicabilité de chacun des AMPG.	Aménagements aux prescriptions de l'AMPG
4331 - E	01/06/2015	Parc 1 (cuves CI1, CI3 et CI4) Parc 1 (nouvelles cuves) Parc MP1 (CI24, CI25, CI26, CI27, CI28 et CI29) Parc MP1 (nouvelles cuves) Parc MP2 (cuves CI54, CI55, CI56 et CI57) Soute 3 Nouveau PSF	Installation existante Installation nouvelle Installation existante  Installation nouvelle Installation existante  Installation existante Installation nouvelle	Pour les parcs 1 et MP1, l'article 22 II B n'est pas applicable.
1185 - D	04/08/2014	Atelier A, B/C, D Extension atelier D Nouveau magasin PSF	Installation existante Installation nouvelle Installation nouvelle	-
1978 - D	13/12/2019	Atelier A, B/C, D Extension atelier D Atelier H	Installation existante Installation nouvelle Installation existante	-
2910 - DC	03/08/2018	Chaufferie	Installation existante	-
2915 - D	05/12/2016	Atelier H	Installation existante	-
4716 - D		Atelier A, B/C, D Extension atelier D	Installation existante Installation nouvelle	
1450 - D		Atelier A, B/C, D Extension atelier D Atelier H* Magasin MP* Nouveau magasin PSF*	Installation existante Installation nouvelle Installation existante Installation existante Installation nouvelle	
2921 - DC	14/12/2013	TAR 1, TAR 2 (Plate-forme technique entre soute 3 et parc 5) et TAR 4 (atelier E)	Installation existante	-
4110 - DC	13/07/1998	Magasin MP Atelier A, B/C, D* Extension atelier D* Soute 2* Soute 3*	Installation existante Installation existante Installation nouvelle Installation existante Installation existante	-
4120 - D	13/07/1998	Soute 2	Installation existante	-
4130 - D		Atelier A, B/C, D* Extension atelier D* Conteneurs Chlorés*	Installation existante Installation nouvelle Installation nouvelle	
4140 - D		Soute 2 Soute 3	Installation existante Installation existante	
4331 - D	22/12/2008	Parc 2	Installation existante	-
4330 - DC	20/04/2005	Soute 3	Installation existante	-
		Emploi des substances issues de la soute 3	Installation existante	-
4510 - DC	23/12/1998	Atelier A, B/C, D Extension atelier D Soute 3 Nouveau magasin PSF	Installation existante Installation nouvelle Installation existante Installation nouvelle	-
4733 - D	30/10/2007	Soute 2 Nouveau PSF	Installation existante Installation nouvelle	-

\* l'installation concernée est soumise au régime de l'autorisation sur la rubrique à l'échelle globale du site, le présent article rend applicable l'AMPG déclaration à ces installations.

Les prescriptions des arrêtés ministériels susmentionnés fixant les prescriptions générales applicables à des installations soumises à déclaration s'appliquent aux installations à déclaration du site sauf pour les points spécifiquement encadrés par le présent arrêté.

#### **1.4 Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Sauf pour les points qui seraient contraires au présent arrêté, les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

#### **1.5 Durée de l'autorisation et cessation d'activité**

En complément des dispositions générales en matière de cessations d'activité prévues par le Code de l'Environnement (partie réglementaire, Livre V, sous-section 5), les dispositions spécifiques du Code de l'Environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement.

##### *1.5.1 Cessation d'activité et remise en état*

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel. L'exploitant doit remettre le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

##### *1.5.2 Équipements abandonnés*

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

#### **1.6 Garanties financières**

##### *1.6.1 Montant des garanties financières*

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 171 735,17 € TTC

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 114,8 (paru au JO du 13 août 2022) et un taux de TVA de 20 %.

Les quantités maximales autorisées de déchets présentes sur le site sont reprises dans le tableau article 6.1.

### 1.6.2 Établissement des garanties financières

Dans le mois suivant la notification de la présente autorisation et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### 1.7 Implantation

L'installation est implantée telle que définie par le plan en annexe 2.

### 1.8 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### 1.9 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la

conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

#### **1.10 Consignes**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 5.1.3.6 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, les données météorologiques disponibles si elles exercent une influence prépondérante, ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes

appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.

Les postes fixes permettant de donner l'alerte sont répartis sur l'ensemble du site de telle manière qu'en aucun cas la distance à parcourir pour atteindre un poste à partir d'une installation ne dépasse cent mètres. Un ou plusieurs moyens de communication interne (lignes téléphoniques, réseaux, ...) sont réservés exclusivement à la gestion de l'alerte.

- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

## 2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), et le cas échéant rapportés à une teneur en oxygène de référence.

### 2.1 Conception des installations

#### 2.1.1 Dispositions générales

I. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

II. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, et sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

III. Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

#### 2.1.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit n°1	Chaudière n°1 - Paule	3,48 MW	Gaz naturel	Année de construction : 1979
Conduit n°1bis	Chaudière n°2 – Nicole	2,78 MW	Gaz naturel	Année de construction : 1990
Conduit n°2	Cabine de lavage à l'alcool isopropylique (IPA)	/	/	/

Les chaudières disposent chacune d'un conduit placé dans une même cheminée.

La localisation des conduits est précisée sur le plan en annexe 3.

#### 2.1.3 Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit n°1	19	0,6	2700	5
Conduit n°1bis	19	0,54	2100	5
Conduit n°2	10,8	0,35	3000	5

## 2.2 Limitation des rejets

### 2.2.1 Dispositions générales

I. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

II. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

III. Le brûlage à l'air libre est interdit.

### 2.2.2 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

#### 2.2.2.1 Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1	
		Concentration mg/Nm3	Flux g/h
Concentration en O <sub>2</sub> de référence		3,00 %	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	10102-44-0	150	405
CO	630-08-0	100*	270

\* à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025

Paramètre	Code CAS	Conduit n°1bis	
		Concentration mg/Nm3	Flux g/h
Concentration en O <sub>2</sub> de référence		3,00 %	
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	10102-44-0	150	315
CO	630-08-0	100*	210

\* à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025

Paramètre	Code CAS	Conduit n°2
-----------	----------	-------------

		Concentration mg/Nm3	Flux	
			kg/h	T/an ou kg/an
IPA (alcool isopropylique)	67-63-0			30 t/an
COVT		20	60	-

#### 2.2.2.2 Émissions diffuses

Les valeurs limites d'émissions diffuses sont les suivantes :

Origines des émissions	Substance	N° CAS	Flux t/an
Atelier A, B, C et D	Acétate d'éthyle	141-78-6	7
	Acétate d'isobutyle	110-19-0	0,5
	Acétate d'isopropyle	108-21-4	8
	Acétone	67-64-1	75
	Acide acétique	64-19-7	2
	Benzylamine	100-46-9	1
	Chloroforme	67-66-3	2
	Dichlorométhane	75-09-02	10
	Diméthylformamide	68-12-02	5
	Dioxane 1-4	123-91-1	1,3
	Éthanol	64-17-5	12
	Éther isopropylique	108-20-3	3
	IPA	67-63-0	100
	IPO OBA	109-59-1	0,5
	Méthanol	67-56-1	25
	MTBE	1634-04-04	0,5
	N-butanol	71-36-3	0,5
	N-heptane	142-82-5	7
	Tétrahydrofuranne	109-99-9	5
	Toluène	108-88-3	18

#### 2.2.3 Odeurs

L'exploitant réalise dans l'année suivant la publication du présent arrêté une mesure d'odeur sur les paramètres pouvant incommoder le voisinage et notamment le H<sub>2</sub>S. Le rapport de mesure est tenu à la disposition de l'inspection.

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

En cas de nuisances, l'inspection peut demander la réalisation d'une étude de dispersion. Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.



## 2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

### 2.3.1 Dispositions générales

- I. l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.
- II. Sauf disposition contraire, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur précisées dans un avis publié au Journal officiel.
- III. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
- IV. Outre les mesures réalisées sous la responsabilité de l'exploitant, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de contrôles inopinés portant sur les rejets atmosphériques réalisés par un organisme tiers soumis à son approbation. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées et à l'exploitant. Tous les frais occasionnés à cette fin sont supportés par l'exploitant.

### 2.3.2 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

I. L'exploitant assure une surveillance à minima annuelle de ses rejets canalisés, les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection.

### 2.3.3 Surveillance des émissions par bilan

L'exploitant établit les bilans des émissions suivants :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Plan de gestion de solvant	Annuelle
COV spécifiques	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Acétate d'éthyle	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Acétate d'isobutyle	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Acétate d'isopropyle	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Acétone	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Acide acétique	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Benzylamine	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Chloroforme	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Dichlorométhane	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Diméthylformamide	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Dioxane 1-4	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Éthanol	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Éther isopropylique	Plan de gestion de solvant	Annuelle
IPA (alcool isopropylique)	Plan de gestion de solvant	Annuelle
IPO OBA	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Méthanol	Plan de gestion de solvant	Annuelle
MTBE	Plan de gestion de solvant	Annuelle
N-butanol	Plan de gestion de solvant	Annuelle
N-heptane	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Tétrahydrofurane	Plan de gestion de solvant	Annuelle
Toluène	Plan de gestion de solvant	Annuelle
HFC,PFC	Bilan matière	En cas de fuite

L'exploitant transmet, dans les 6 mois suivants la signature du présent arrêté, une étude technico-économique et un plan d'actions visant à réduire les émissions de solvant sur le site en intégrant, notamment, la MTD19 des conclusions du BREF WGC. Le plan d'actions sera priorisé et les délais seront explicites.

Par la suite, le plan de gestion de solvant intégrera un chapitre spécifique à la réduction des émissions de solvants en intégrant, de manière itérative, le bilan du plan d'actions de l'année n-1 et le plan d'actions de l'année n.

#### 2.3.4 Mesures « comparatives »

Dans le cas de mesures d'autosurveillance des rejets, réalisées par des laboratoires non agréés, l'exactitude des mesures est régulièrement évaluée par leur comparaison avec des mesures réalisées par un laboratoire disposant, pour les paramètres concernés, de l'agrément du ministère en charge de l'environnement, ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé de l'accréditation pour les prélèvements et analyses dans l'air.

### 2.4 Surveillance environnementale

L'exploitant assure une surveillance environnementale selon les modalités suivantes :

Paramètres	Fréquence	Matrice	Méthode de mesure
Dioxane 1-4	Annuelle	Air	Pendant 8 semaines par an réparties sur les 4 saisons, sur des périodes d'utilisation* des substances listées, par tubes passifs, sur au moins trois points de mesures (au Nord et au Sud du site ainsi qu'au niveau du point IEM5 (environnement local témoin))
Ether isopropylique	Annuelle	Air	

\* en l'absence d'utilisation de la substance au cours d'une saison, la surveillance reste à réaliser sur la saison correspondante, en vue de disposer de valeurs représentatives de la qualité de l'air sur l'année

Les résultats de la surveillance sont transmis une fois par an à l'inspection des installations classées, copie à l'agence régionale de santé. Ces résultats sont interprétés en tenant notamment compte du niveau d'activité des installations utilisant les substances listées et des données météorologiques sur les périodes de mesures. Les niveaux mesurés sont appréciés par rapport aux valeurs repères disponibles et au point local témoin.

### 2.5 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

#### **3.1 Prélèvements et consommations d'eau**

##### *3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal		
		Journalier (m3/j)	Hebdomadaire (m3/sem)	Annuel (m3/an)
Réseau d'eau potable	CHENÔVE	300	1500	50000

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### *3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux*

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

#### **3.2 Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et des points de rejet**

##### *3.2.1 Plan des réseaux*

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,

- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, regards, avaloirs, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### *3.2.2 Entretien et surveillance*

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

### *3.2.3 Isolement avec les milieux*

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### *3.2.4 Collecte des effluents*

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### *3.2.5 Gestion des ouvrages de traitement : conception et dysfonctionnement*

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### *3.2.6 Entretien et conduite des installations de traitement*

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.2.7 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles et eaux vannes , eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Rejet n°1	Rejet n°2
	Coordonnées en Lambert 93	x : 852489 m y : 6689301 m	x : 852482 m y : 6689309 m
Nature des effluents		Eaux pluviales	Eaux usées et résiduares
Réseau de collecte et traitement si existant		Passage dans un déshuileur Réseau pluvial séparatif	Réseau d'assainissement communal
Type de rejet <u>en sortie du site</u>		rejet canalisé directement dans un cours d'eau	rejet canalisé vers la station d'épuration communale
(6) Pour un rejet canalisé vers la station d'épuration communale	Code station	/	60921231001
	Nom station	/	STEU de Dijon-Longvic Eau vitale
	Commune station	/	DIJON
(7) Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRDR646	FRDR10572
	Nom masse d'eau	L'Ouche	Ruisseau le Suzon
	Coordonnées en Lambert 93 au point de contact avec le cours d'eau	x : 853821 m y : 6690585 m	X : 857271 Y : 6689661
	QMNA5 (en L/s)	/	1300

### *3.2.8 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet*

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

## **3.3 Valeurs limites d'émission et surveillance**

### *3.3.1 Caractéristiques des rejets externes et fréquence de surveillance*

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.



Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°2 :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux		Périodicité minimale d'auto-surveillance
			Maximum journalier (en g/j par défaut)	Pour information, % de contribution du flux admissible sur la masse d'eau	
pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5			Continue
Température	1301	≤ 30°C			Continue
Odeur		Absence de nuisances olfactives			
Débit	1552	Max jour : 100 m³/j			Continue
MES	1305	200	20 kg/j	0,07 %	Mensuelle
DBO <sub>5</sub>	1313	750	75 kg/j	1,11 %	Mensuelle
DCO	1314	1500	150 kg/j	1,11 %	Mensuelle
Chlorures	1337	1000	100 kg/j	2,97 %	Mensuelle
Sulfates	1338	120	12 kg/j	0,38 %	Mensuelle
Plomb <sup>(1)</sup>	1382	0,1	10	7,42 %	Mensuelle
Cuivre <sup>(2)</sup>	1392	0,1	10	8,90 %	Mensuelle
Zinc <sup>(2)</sup>	1383	0,8	80	9,13 %	Mensuelle
Fer+Aluminium <sup>(2)</sup>	7714	5	500	2,23 %	Mensuelle
AOX	1106	1	100	/	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	5	500	/	Mensuelle
Chloroforme	1135	0,05	5	1,8 %	Mensuelle <sup>(3)</sup>

(1) Dans le cas où les mesures d'auto-surveillance permettraient de conclure à l'absence de la substance dans les rejets, le suivi pourra être arrêté après accord de l'inspection.

(2) Les valeurs limites pourront être abaissées en fonction des résultats de l'auto-surveillance.

(3) En cas d'entreposage/utilisation de la substance sur le site

Les substances suivantes sont émises très faiblement, à un flux inférieur à 1 % du flux admissible.

Substances	Code SANDRE	Périodicité minimale de surveillance
Azote global	1551	Annuelle
Phosphore	1350	Annuelle
Cyanures libres	1084	Annuelle
Nickel	1386	Annuelle
Manganèse	1394	Annuelle

Les taux d'abattement minimaux que doit respecter la station d'épuration externe sont repris dans le tableau ci-dessous. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection les justificatifs annuels du respect de ces taux par la station.

Substances	MES	DBO <sub>5</sub>	DCO
Taux d'abattement	80,00 %	90,00 %	75,00 %

### *3.3.2 Contrôles de recalage*

Pour les paramètres dont l'autosurveillance n'est pas réalisée par un laboratoire agréé, l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées à minima une fois tous les deux ans.

## **3.4 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols**

### *3.4.1 Dispositions générales*

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

### *3.4.2 Implantation des ouvrages et contrôle des eaux souterraines*

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel(eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci. Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

### 3.4.3 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose à minima des ouvrages suivants :

Pt de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PzA1	BSS001HYXB	Aval	FRDG171 – Alluvions nappe de Dijon Sud (partie superficielle)	27,0 m
PzA2	BSS001HYXC	Amont		26,0 m
PzA3	BSS001HYXD	Amont		29,5 m
PzA4	BSS001HYXE	Aval		30,5 m
PzA8	BSS001HYXH	Aval des soutes 1-3		28,0 m
PzA9	BSS004BKSN	Aval		30,0 m
PzAval	BSS001HYXW	Aval		26,3 m
Pz22 Marsadis	BSS001HYWG	Aval éloigné hors site		25,3 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 4.

L'étendue du réseau piézométrique est adaptée par l'exploitant selon l'état de l'art pour que :

- la surveillance périodique de base puisse couvrir l'ensemble des zones du site susceptibles d'être concernées par une pollution
- les pollutions détectées fassent l'objet d'un suivi adapté (délimitation de l'étendue, évolution, ...)

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
Chloroforme	1135	PzA1	Bimestrielle
		PzA9	
		Pz22 Marsadis	
		Rente-Logerot n°1 <sup>(1)</sup>	
		Rente-Logerot n°2 <sup>(1)</sup>	
		Rente-Logerot n°3 <sup>(1)</sup>	
		Rente-Logerot n°4 <sup>(1)</sup>	
		Longvic n°2*	
Solvants employés dans le process <sup>(2)</sup>	2	PzA1	Annuelle en période de hautes eaux
		PzA3	
		PzA4	
		PzA8	
		PzAval	
		Pz22 Marsadis	

<sup>(1)</sup> ces points de mesure se situent au niveau des captages AEP en aval du site.

<sup>(2)</sup> notamment : 1,2-dichloroéthane (1161), acétone (1455), toluène (1278), isopropanol, méthanol (2052), bromoisobutyrate d'isopropyle, acétate d'éthyle, acétate d'isopropyle, acide acétique, ammonium, chlorures, diméthylamine, diméthylformamide, éthanol, éther isopropylique, hydrocarbures C5-C10, MTBE, tétrahydrofurane, triéthylamine

### 3.4.4 Surveillance des sols

Le programme minimale de surveillance des sols est le suivant :

Zone	Nombre de sondage	Paramètres
Atelier F	2	Acétate d'éthyle, acétate d'isopropyle, acétone, acide acétique, ammonium Chlorures, chloroforme
Soute 4	1	
Atelier E	2	Diméthylformamide Éthanol, éther isopropylique
Atelier G/Conti	1	Hydrocarbures C5-C10 Isopropanol MTBE
Ateliers A à D et H Parcs 1, 2, 5, MP1, MP2 Soutes 1 à 3	7	Tétrahydrofurane, toluène, triéthylamine  et autres solvants employés ou ayant été employés depuis la dernière analyse dans le process

Les analyses sont à réaliser à minima tous les 10 ans.

## 3.5 Dispositions spécifiques sécheresse

### 3.5.1 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse

Sans préjudice des dispositions définies par arrêté préfectoral cadre ou arrêté ministériel portant restriction d'usage de l'eau, lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les mesures spécifiques suivantes :

Dispositions à prendre selon le seuil				
	Vigilance	Alerte (plan économie niveau 1)	Alerte renforcée (plan économie niveau 2)	Crise (plan économie niveau 3)
Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.			
		Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.		
Prélèvements en eau	- Le suivi des consommations est réalisé journalièrement.			
	- Le bon état du système de refroidissement est vérifié.			
	- Les tests d'étanchéité des zones de rétention ne sont pas réalisés en période de sécheresse.			
		- Les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation.		
			- L'usage de pompes à vides sèches est privilégié, par rapport aux pompes à vide fonctionnant avec de l'eau.	
				Le Préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements eau du site.

### 3.5.2 Adaptation des prescriptions sur la surveillance en cas de sécheresse

Dispositions à prendre selon le seuil				
	<b>Vigilance</b>	<b>Alerte</b> (plan économie niveau 1)	<b>Alerte renforcée</b> (plan économie niveau 2)	<b>Crise</b> (plan économie niveau 3)
Rejets d'eau		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées,</li> <li>- L'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être.</li> </ul>		
			L'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant.	
				Le Préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des rejets en eau du site.
Auto surveillance des rejets		L'exploitant met en place un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents.		

## 4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

### 4.1 Limitation des niveaux de bruit

#### 4.1.1 *Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation*

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<b>Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</b>
Point de mesure 1	70 dB(A)	60 dB(A)
Point de mesure 2 (ZER)		
Point de mesure 3		
Point de mesure 4		

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée, définies sur le plan en annexe 5.

#### 4.1.2 *Mesures périodiques des niveaux sonores*

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après notification du présent arrêté puis tous les 5 ans.

#### 4.1.3 *Valeurs limites d'émergence*

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (point de mesure 2).

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

## **5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **5.1 Conception des installations**

#### *5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu*

Les dispositions constructives sont conformes à l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de dangers (paragraphe V.5.1.1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES), sauf pour les points qui seraient contraires aux prescriptions fixées par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels applicables.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

#### *5.1.2 Désenfumage*

Les dispositifs de désenfumage sont conformes à l'ensemble des dispositions prévues dans l'étude de dangers (paragraphe V.5.1.7 DISPOSITIFS DE DÉSENFUMAGE), sauf pour les points qui seraient contraires aux prescriptions fixées par le présent arrêté et par les arrêtés ministériels applicables.

#### *5.1.3 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles*

En complément des dispositions applicables, les rétentions fixes font l'objet d'un contrôle périodique d'étanchéité dont la fréquence est déterminée par l'exploitant dans une procédure écrite ; ces éléments sont consignés dans un registre et tenus à disposition de l'inspection.

##### *5.1.3.1 Dispositions générales*

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à

pouvoir recueillir les eaux de lavage potentiellement polluées et les matières répandues accidentellement.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

#### *5.1.3.2 Dispositions spécifiques à certains produits*

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

#### *5.1.3.3 Dispositions spécifiques aux réservoirs*

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### *5.1.3.4 Tuyauteries*

Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les tuyauteries sont identifiées conformément aux normes en vigueur.

#### *5.1.3.5 Aires de chargement et de déchargement – transport de produits dangereux*

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.



Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

#### *5.1.3.6 Recueil des eaux et écoulements pollués et confinement des eaux d'extinction incendie*

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire et disponible sur site pour ce confinement est de 1476 m<sup>3</sup>.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

## **5.2 Dispositifs et mesures de prévention des accidents**

### *5.2.1 Localisation des risques*

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

### *5.2.2 Matériels utilisables en atmosphère explosive*

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 5.2.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

### *5.2.3 Installations électriques*

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Dans les cas où l'étude de dangers ou un arrêté ministériel applicable le prévoit, un interrupteur central est installé à proximité des issues des locaux à risques, bien signalé, et permet de couper l'alimentation électrique.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 120. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

### *5.2.4 Dispositions générales*

L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou alimentent les équipements importants concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques et les paramètres importants pour la sécurité doivent pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique principale.

Les réseaux électriques alimentant ces équipements importants pour la sécurité sont indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la destruction simultanée de l'ensemble des réseaux d'alimentation.

#### *5.2.5 Domaine de fonctionnement sûr des procédés*

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans les plages de fonctionnement sûr.

L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr. Le déclenchement de l'alarme entraîne des mesures automatiques ou manuelles appropriées à la correction des dérives.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

#### *5.2.6 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité*

Les mesures de maîtrise des risques prises en compte dans l'évaluation de la probabilité d'un phénomène dangereux sont en place, exploitées, maintenues et testées de manière à atteindre les performances démontrées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé.

Sont notamment considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures figurant en page 168 de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale.

### **5.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

#### *5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie*

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, précisés comme ci-après :

- un débit d'eau minimal disponible de 60 m<sup>3</sup>/h en simultané pendant 2 heures, assuré par 4 poteaux internes au site ; Le bon fonctionnement de ces poteaux d'eau est périodiquement contrôlé,
- un système d'extinction automatique d'incendie équipant les bâtiments :
  - magasin PF (type eau),
  - magasin MP (type eau),
  - nouveau magasin de stockage PSF (type eau),
  - les ateliers A/B/C/D (type eau+additif),
  - l'atelier E (type eau),
  - les parcs MP1 et MP2 (type déluge mousse),
  - les soutes 1, 2 et 3 (type déluge mousse),
  - le parc 2 (type déluge mousse),
  - l'atelier H (cuve CI47) (type déluge mousse).
- une réserve d'eau de 1170 m<sup>3</sup> alimentant le système d'extinction automatique,

- une réserve en émulseur d'une capacité de 7 m<sup>3</sup> adaptée aux produits présents sur le site,
- un système de détection automatique d'incendie équipant les stockages, les bâtiments de stockage et les ateliers via le déclenchement du système d'extinction automatique qui envoie un signal d'alarme au poste de garde (sur le téléphone du gardien le cas échéant).

Ces moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- des robinets d'incendie armés pour l'atelier F.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement. L'établissement est muni d'une station météorologique, implantée de sorte à s'affranchir de l'influence des équipements et installations à proximité, et permettant de mesurer et d'enregistrer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température. Les données mesurées sont accessibles en permanence en cas de besoin.

### 5.3.2 Organisation

L'exploitant établit et tient à jour un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers. Ce POI est établi conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé. Ce POI est testé a minima tous les 3 ans et le compte-rendu de l'exercice est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## 5.4 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

## 6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### 6.1 Limitation de l'entreposage de déchets sur site

Les déchets entreposés sur le site ne dépassent pas les quantités suivantes :

Nature (déchets dangereux)	Quantité maximale autorisée
Eaux résiduaires salines basiques (HA1 & 2)	40 t
Eaux résiduaires 3ème lavage (HA3)	20 t
Eaux mères de synthèse (B)	30 t
Résidus de synthèses halogénés (D)	24 t
Solvants en mélange non halogénés (I)	50 t
Eaux résiduaires salines acides (M)	36 t
Eaux résiduaires salines basiques (N)	36 t
Solvants en mélange halogénés (JHAL)	6 t
Solvants non halogénés acides (I acides)	12 t
Solides dangereux (emballages souillés, résidus de filtration...)	10 t
Autres déchets aqueux (I aqueux)	20 t
Acétone de lavage (acetLav)	25 t
Culot de distillation (CD)	25 t
Solvants en mélange non halogénés valorisables (I Toluène, I acétate d'isopropyle, I acétone...)	12 t
Isopropanol de lavage (IPA lav)	25 t
Solvants en mélange halogénés valorisable (JHAL DCM/ETAC, JHAL...)	12 t
Jus mères de synthèse (Bch)	25 t
Méthanol de lavage (methlav)	24 t
Solvants usés non halogénés (Pch)	23 t
Déchets dangereux liés aux activités tertiaires (DEEE, BPA, neons, FIP....)	1 t
Autres déchets solides valorisables	4 t
Autres déchets non dangereux (bois, ferrailles, déchets ménagers...)	Quantité inférieure à 2 bennes complètes ou 2 unités de transport par typologie de déchets

## **7 DISPOSITIONS FINALES**

### **7.1 Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **7.2 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de **Dijon** :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **7.3 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de Chenôve et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Chenove pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Côte-d'Or pendant une durée minimale d'un mois.

#### 7.4 Exécution

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le maire de la commune de Chenôve, le Directeur départemental des territoires, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur de l'Agence régionale de santé sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

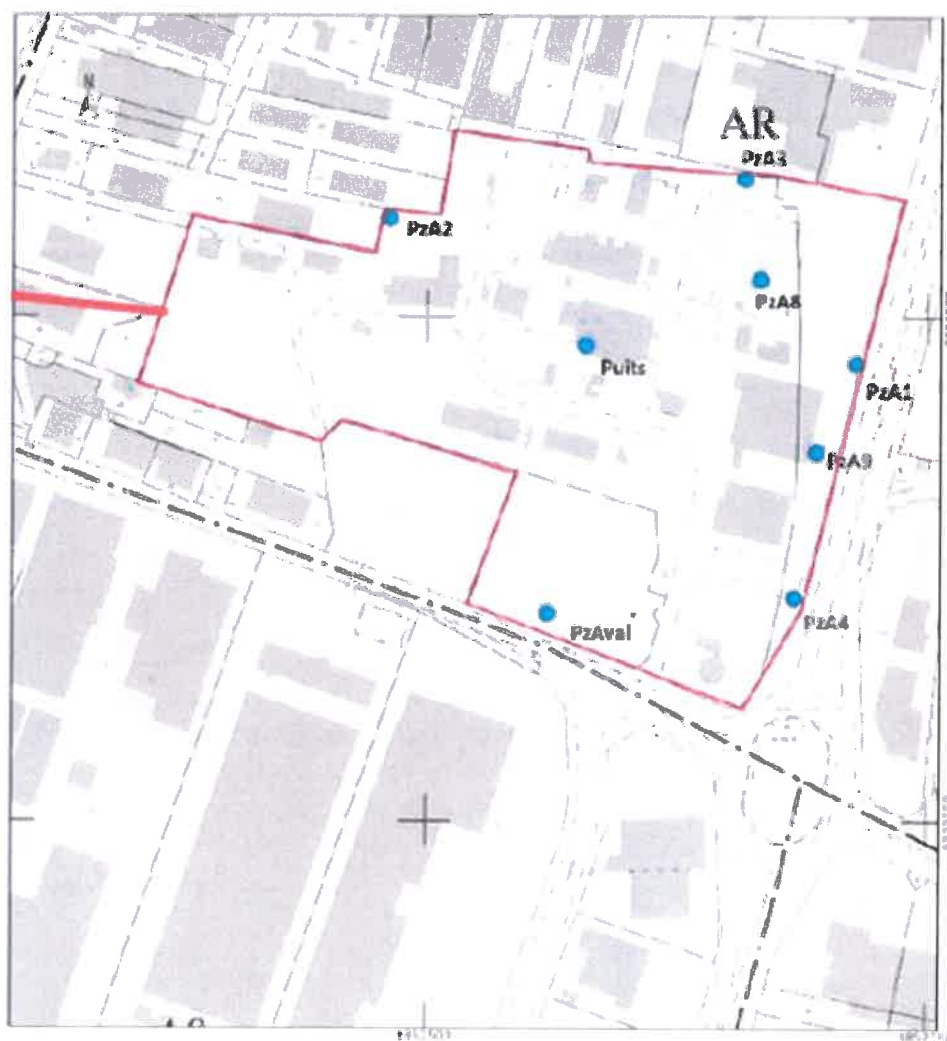
 LE PREFET

  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Frédéric CARRE

Annexes :

- Annexe 1 (CONFIDENTIELLE) : classement administratif
- Annexe 2 (CONFIDENTIELLE) : plan d'implantation des bâtiments
- Annexe 3 (CONFIDENTIELLE) : plan de localisation des rejets atmosphériques et aqueux
- Annexe 4 : plan de localisation des piézomètres
- Annexe 5 : plan de localisation des mesures de bruit

#### Annexe 4 : plan de localisation des piézomètres





## Annexe 5 : plan de localisation des mesures de bruit

